



**PRÉFET
DE L'ISÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes

Unité départementale
de l'Isère

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées		
Référence : 2022-Is055T5		
Nom et adresse de l'établissement contrôlé	Code DREAL	
Société BECTON DICKINSON 11, rue Aristide Bergès – 38800 LE PONT DE CLAIX SIRET : 05650171100115	S3IC 0061.4785 Priorité DREAL <input type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre Régime <input type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC SEVESO / IED <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS / <input type="checkbox"/> IED	
Activité principale : fabrication de seringues en verre		
Date du contrôle : 12/04/2022		
Inspecteur(s) : Clotilde VALLEIX		
Type de contrôle		
<input type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée	<input type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle	
Circonstances du contrôle		
<input type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident	<input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Autre : projet de modification (implantation nouvelle ligne n°5)	
Thème(s) du contrôle	<ul style="list-style-type: none"> • Prélèvement et rejet d'eaux de nappe • Rétention des eaux d'extinction incendie 	
Principale(s) installation(s) contrôlée(s)		
<ul style="list-style-type: none"> • Installation de forage et de réinjection, dispositif de rétention des eaux d'extinction incendie du bâtiment B1 		
Référentiel(s) du contrôle		
<ul style="list-style-type: none"> • Arrêté préfectoral n°2014034-0022 du 03/02/14 modifié par arrêté préfectoral n°DDPP-ENV-2016-01-17 du 29/01/16 et par arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL UD 38-2019-09-10 du 16/09/19 		
Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)		
Nom	Société	Qualité
M.VANDEWALLE Mme MAUBERT	BECTON DICKINSON BECTON DICKINSON	Ingénieur HSE Responsable HSE
Copies	<input type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> PRICAE <input type="checkbox"/> T5 <input type="checkbox"/> Autre :	

I – Synthèse de la visite et des constatations

I.1 – Périmètre inspecté

Les thématiques de cette inspection retenues lors de la préparation et annoncées à l'exploitant par courrier électronique du 24/03/22 correspondaient au périmètre suivant à inspecter :

- examen de certaines dispositions dans le cadre de l'instruction du porter à connaissance relatif à l'exploitation de la ligne 5 : dispositif de prélèvement/réinjection d'eaux de nappe / alimentation en gaz naturel;
- mise en place de la rétention incendie associée au magasin B1.

Le déroulement de la visite a permis de vérifier l'ensemble des prescriptions qui avaient été identifiées..

I.2 – Rappel du contexte /situation administrative

Les conditions d'exploitation du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 3 février 2014 modifié notamment par arrêté préfectoral n°DDPP-ENV-2016-01-17 du 29/01/16 (mise à jour du classement des activités) et par arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL UD 38-2019-09-10 du 16 septembre 2019 (densification du magasin de stockage B1).

I.3 – Constats effectués

Les constats effectués lors de l'inspection sont présentés par thème dans les fiches en annexe 1 du présent rapport.

II – Proposition de suites en fonction des enjeux et des engagements de l'exploitant

Concernant le résultat de la visite, une seule non-conformité a été relevée. Des observations ont également été formulées. Elles sont récapitulées dans la fiche en annexe 1 du présent rapport.

Proposition de suites :

Il est demandé à l'exploitant de tenir à disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant des actions prévues ou engagées vis-à-vis de la non-conformité constatée, sous un délai de 3 mois.

Inspecteur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement	Pour le directeur et par délégation, L'adjoint au chef de l'unité départementale de l'Isère
Clotilde VALLEIX	Bruno GABET

Annexe 1 – fiches de constats

1. Confinement des eaux d'extinction incendie du bâtiment de stockage B1

Références réglementaires

- AP du 16/09/19 – article 3 §3.3.5 « eaux d'extinction incendie »

Observations/déclarations de l'exploitant

Dans le cadre de la densification de l'entrepôt de stockage B1 (passage en régime « E » au titre de la rubrique n°1510), un dispositif de rétention des pollutions accidentelles en cas d'incendie du bâtiment, d'un volume minimal de 883 m³, devait être créé avant le 1^{er} juin 2021.

Lors de l'inspection, il a été constaté la création de 2 citernes souples destinées à collecter les eaux d'extinction : l'une de 290 m³ et l'autre de 530 m³, ainsi que d'une zone de rétention de 80 m³ au niveau de la voirie et des quais de déchargement, et associée à une fosse de relevage (de 2,8 m de diamètre et 2 m de hauteur) permettant de diriger les eaux d'incendie vers l'une ou l'autre citerne souple, par un jeu de vannes manuel. La fosse de relevage est équipée de 3 pompes de 140 m³/h chacune, fonctionnant en redondance, et d'un groupe électrogène dédié.

Ces citernes ont une durée de vie minimale de 10 ans.

La zone de rétention de 80 m³ se situe en dehors de la zone de circulation des engins et personnels de secours, lesquels emprunteraient la rampe d'accès au bâtiment B1.

Concernant la rétention, l'inspection s'interroge sur l'existence éventuelle d'une pente au niveau du bâtiment B1 permettant de s'assurer de l'écoulement des eaux incendie vers le dispositif de rétention mis en place. L'exploitant précise que le sol du bâtiment B1 est plat. Dans ces conditions, l'inspection souligne qu'en cas d'incendie, les ouvertures situées en façade Est du bâtiment devront alors être protégées pour éviter un écoulement des eaux d'incendie côté Est, et garantir ainsi l'efficacité de la rétention.

Le groupe électrogène et les pompes de relevage feront l'objet de vérifications annuelles permettant de garantir leur fonctionnement (intégration de ces équipements dans le suivi GMAO).

Des poteaux incendie, de couleur bleue, sont disponibles à proximité des 2 citernes : ils permettent soit une vidange gravitaire des citernes, soit un branchement pompiers en vue d'une réutilisation des eaux d'extinction.

Les obturateurs de réseaux, situés au niveau des points de rejet des réseaux de collecte, et permettant le confinement des eaux d'extinction incendie du bâtiment B1, peuvent être déclenchés en local et à distance depuis le poste de sécurité. Cette action génère également le démarrage du groupe électrogène associé à la pompe de relevage. Un test de mise en service a été effectué le 19/01/2022.

Des consignes et des fiches réflexes associées à la mise en œuvre des rétentions et à destination des ESI (équipiers de seconde intervention) étaient en cours de finalisation le jour de l'inspection. Un exercice était également prévu avec le SDIS.

Conclusion	Suite	Délai
<input type="checkbox"/> Non-conformité	Demande d'action corrective n°1 : l'inspection demande à l'exploitant de disposer de matériel/équipements permettant d'obturer les ouvertures (portes) situées en façade Est du bâtiment B1, afin de garantir un écoulement total des eaux d'extinction vers le dispositif de rétention mis en place	3 mois

2. Prélèvement et rejet d'eau de nappe

Références réglementaires ➤ AP du 03/02/14 – art 2 §2.4.2.1 (prélèvements) et §2.4.10 (surveillance des eaux souterraines) des prescriptions annexées
<p data-bbox="539 383 1056 416" style="text-align: center;">Observations/déclarations de l'exploitant</p> <p data-bbox="153 416 1441 517">Pour le refroidissement des installations, le site dispose d'une installation de pompage et de réinjection d'eaux de nappe. Ce dispositif est à l'arrêt durant la période hivernale (soit de début décembre à fin mars environ).</p> <p data-bbox="153 517 1441 696">Le débit pompé, ainsi que les températures de prélèvement et de rejet sont mesurés en continu et reportés sur un écran de supervision. Un bilan mensuel des prélèvements et rejets journaliers est réalisé et transmis périodiquement à l'inspection. Ce bilan mentionne les niveaux des puits de prélèvement et de rejet, le nombre d'heures de pompage, les relevés du compteur d'eau, les valeurs de pH et de delta de pH, les valeurs de température et de delta de température entre l'amont et l'aval, ainsi que le débit moyen prélevé.</p> <p data-bbox="153 696 1441 775">Le suivi journalier mis en place par l'exploitant montre que le débit moyen mensuel est au maximum de 220 m³/h, soit de l'ordre de 5300 m³/j.</p> <p data-bbox="153 775 916 808">Le compteur d'eau a été remplacé lors du dernier arrêt hivernal.</p> <p data-bbox="153 808 1441 987">Concernant le respect du delta de température entre l'amont et l'aval, l'exploitant précise que le prélèvement en nappe ne constitue qu'une partie de la capacité de refroidissement, le reste étant géré par des groupes froids. Ainsi, le fonctionnement de l'ensemble du système (refroidissement par pompage en nappe et production de froid par groupes frigorifiques) est régulé pour ne pas dépasser le delta de température maximal de 8°C entre l'amont et l'aval.</p> <p data-bbox="153 987 1441 1066">Ainsi, l'ajout de la ligne de production n°5, objet du porter à connaissance du 10 septembre 2020 complété le 8 juin 2021 ne conduira pas à augmenter ce delta de température.</p> <p data-bbox="153 1066 1441 1211">Le suivi journalier mis en place par l'exploitant confirme le respect du delta de température (compris entre 1°C et 8°C). L'inspection observe toutefois quelques légers dépassements du delta de température de 8°C (août 2021 par exemple : 2 dépassements observés : 8,4°C et 8,35°C), potentiellement liés à l'inertie du système. Ces dépassements restent modérés.</p> <p data-bbox="153 1211 1441 1424">L'inspection s'interroge sur l'opportunité de mesurer également le débit de réinjection : l'exploitant précise qu'une mesure serait techniquement difficile à mettre en place au niveau de la canalisation de réinjection. En effet, le débit de réinjection est en régime turbulent. Ce point a été constaté lors de l'inspection. L'exploitant précise par ailleurs que le débit de réinjection est équivalent au débit de pompage, s'agissant d'un circuit fermé avec peu de variation de température (entre 12 et 20°C). L'inspection en prend acte.</p> <p data-bbox="153 1424 1441 1603">Concernant le risque de pollution du circuit d'eaux de nappe, l'exploitant précise qu'il faudrait une fuite concomitante sur le circuit primaire et sur le circuit secondaire pour qu'il y ait un transfert de pollution. Le circuit primaire est également un circuit fonctionnant à l'eau. Il peut néanmoins faire l'objet d'un ajout d'additifs de traitement d'eau. L'inspection proposera d'ajouter, dans le cadre du projet d'exploitation de la ligne 5, un suivi amont/aval de la conductivité, permettant de détecter une éventuelle pollution.</p> <p data-bbox="153 1603 1441 1989">Dans le cadre du projet d'exploitation de la nouvelle ligne 5, l'installation de pompage ne sera pas modifiée (même débit maximal de pompage). En considérant des conditions climatiques pénalisantes (périodes de fortes chaleurs), le volume annuel d'eau pompé dans la nappe (et rejeté dans la nappe) sera potentiellement en augmentation de 12 % (au maximum) par rapport au volume maximal figurant dans le dossier de demande d'autorisation de 2006 (soit 1350 millions de m³ au lieu de 1200 millions de m³). L'inspection note que dans le cadre de ce dossier, une modélisation de l'impact thermique du rejet avait été réalisée, sur la base d'un débit de 300 m³/h pendant 180 jours consécutifs (soit 1296 millions de m³ sur la période d'utilisation de l'installation de pompage), en considérant un delta de température de 8°C en permanence entre le prélèvement et le rejet (sachant qu'un delta de température de plus de 7°C n'est observé que durant quelques jours des mois les plus chauds). L'impact thermique ainsi modélisé était de 4,5°C en limite du site et d'environ 1°C à 440m à l'aval du puits de réinjection (zone occupée par le</p>

parking du personnel). Par ailleurs, les hypothèses de modélisation se sont basées plutôt sur une dispersion longitudinale plutôt que transversale (hypothèses majorantes conduisant à un panache très allongé vers l'aval).

Les résultats de la modélisation avaient ensuite été vérifiés par des relevés au niveau d'un piézomètre situé en aval, dans le sens du panache thermique modélisé. L campagne avait été réalisée en période estivale (août) durant 23 jours. Ce piézomètre est toujours en place.

L'inspection proposera donc de prévoir un nouveau suivi de l'impact thermique sur ce piézomètre en période estivale, après mise en service de la ligne n°5, afin de vérifier que l'augmentation du volume annuel pompé et rejeté dans la nappe, n'a pas de conséquence sur les conclusions de la modélisation de l'impact thermique de 2006.

Conclusion	Suite	Délai
<input type="checkbox"/> Observation	Obs n°1: dans le cadre de la mise en exploitation de la ligne n°5, une nouvelle campagne de suivi de la température en aval du puits de réinjection, ainsi qu'une mesure de la conductivité amont/aval pourront être prescrites.	

3. Projet de modification (exploitation de la nouvelle ligne n°5) – aspects risques

Références réglementaires
➤ article R181-46-II du Code de l'environnement
Observations/déclarations de l'exploitant
<p>Dans le cadre de l'instruction du porter à connaissance relatif à l'exploitation de la nouvelle ligne de production n°5, l'inspection s'est interrogée sur les caractéristiques de l'alimentation en gaz de cette nouvelle ligne, notamment vis-à-vis du phénomène dangereux n°4 (jet enflammé suite à une rupture de la tuyauterie aérienne de gaz naturel en DN100, en toiture du bâtiment) retenus dans l'étude des dangers du site.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été précisé et constaté que l'alimentation en gaz naturel de la future ligne 5 était réalisée à partir d'une antenne créée sur le réseau existant, à l'intérieur du bâtiment de production. Le diamètre maximal est en DN80 de la panoplie gaz jusqu'aux machines puis de diamètre inférieur. Il n'y a pas de changement par rapport aux lignes existantes en terme de diamètre et de débit.</p> <p>Ainsi le phénomène dangereux n°4, pris en compte dans l'étude des dangers, et dont la distance au seuil des effets irréversibles est de 17 mètres, reste le phénomène majorant. Les conclusions de l'étude des dangers ne sont donc pas remises en cause par le projet.</p> <p>Toutefois, l'inspection relève que l'alimentation en gaz naturel des machines ne dispose que de vannes manuelles de sectionnement. Par similitude par rapport aux exigences applicables aux installations de combustion fonctionnant au gaz naturel, il semblerait opportun que l'alimentation en gaz naturel des machines de production dispose de vannes de sectionnement automatiques, asservies à un système de détection de fuite. Une étude en ce sens pourra être prescrite, afin que cette coupure automatique et les systèmes de détection de fuite associés, soient adaptés aux caractéristiques du procédé.</p> <p>Concernant l'alimentation en propane des machines de fromage, aucune modification n'est prévue sur l'alimentation principale depuis le réservoir de stockage. Ce gaz est utilisé sous forme gazeuse (vaporisation naturelle) en sortie du réservoir. Une étude relative à la mise en place d'un vaporiseur en sortie du réservoir, permettant de garantir le débit nominal nécessaire à l'ensemble des machines est en cours. Dans ce cas, une analyse des risques liée à cette modification devra être menée.</p>

Conclusion	Suite	Délai
<input type="checkbox"/> Observations	<p>Obs n°2 : dans le cadre de la mise en exploitation de la ligne n°5, une étude relative à la mise en place d'un sectionnement automatique de l'alimentation en gaz des machines de production, asservie à un dispositif de détection adapté au procédé, pourra être prescrite.</p> <p>Obs n°3 : en cas de mise en place d'un vaporiseur en sortie du réservoir de propane, une analyse de risques portant sur cette modification devra être menée</p>	

